14 mars 2021

Le 16, organisons-nous collectivement face à ce gouvernement de tire-au-flanc !

Depuis novembre 2020, nous n'avons de cesse de nous mobiliser pour lutter contre la précarité étudiante. Avant même la crise sanitaire et économique, la situation des étudiant-e-s était loin d'être enviable : nous étions déjà 50% à être contraint-e-s à travailler à côté de nos études, le plus haut échelon des bourses sur critères sociaux permet à peine de se loger, et seulement 6% d'entre nous sommes logé-e-s en logements CROUS. Depuis mars dernier, nos conditions de vies et d'études ont empiré. Nous avons perdu nos emplois précaires (CDD, intérim, non déclarés), et les aides ponctuelles de l'État sont loin de combler le manque (de fric comme de perspectives). Notre précarité économique impacte directement notre santé mentale : quoi de moins étonnant qu'un tiers des étudiant-e-s déclarent une détresse psychologique lorsque, pour des raisons financières, nous renonçons massivement aux soins et à manger correctement. La cerise sur le gâteau étant l'enfermement et la coupure sociale que nous imposent les mesures gouvernementales pour lutter contre la pandémie.

Au côté d'autres organisations, nous nous mobilisons depuis janvier 2021 pour demander un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche, afin d'assurer des conditions de vies, d'études et de travail dignes pour tou-te-s les étudiant-e-s et personnels de l'ESR.

Au lieu de prendre ses responsabilités, le gouvernement nous crache à la gueule, comme à celle de tou-te-s les travailleurs et travailleuses, en préférant chasser sur les terres du Rassemblement National en reprenant leur rhétorique (et leurs idées) racistes, en léchant le cul du MEDEF (attention à ne rien imposer aux pauvres patrons), et en draguant les jeunes à peines majeurs en frayant avec leurs influenceurs et influenceuses préférées (c'est vrai que répondre à de vrai-e-s journalistes c'est plus compliqué). Après quelques mesures d'annonces comme le "chèque psy", la gratuité des protections menstruelles à la rentrée, le gel des loyers ou encore les repas CROUS a 1€, à la fois insuffisantes et inégales, comme si un sandwich beurre emmental suffisait à ne pas crever la dalle, le gouvernement a décidé d'enchaîner les opérations de communication auprès d'influenceurs·euses allant du "défi McFly et Carlito" à la séance d'expression sans aucun contre discours de Gabriel Attal. Une chose est claire, le gouvernement estime qu'il a suffisamment écouté les étudiant·e·s et qu'il est temps d'en faire une cible électorale. A l'heure où malgré les promesses de Frédérique Vidal tout le monde n'a pas repris en présentiel, et où la précarité étudiante continue d'empirer, ces opérations de communications sont grotesques et malvenues.

Pour l'amélioration de nos conditions matérielles d'études et de vie, organisons nous collectivement, participons aux assemblées générales et manifestations de nos villes, organisons les, construisons les solidarités et les luttes, organisons-nous collectivement au sein de la fédération solidaires étudiant-e-s

Solidaires étudiant-e-s, Syndicats de Luttes
Porte-parolat : 06.86.80.24.45
http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/
contact@solidaires-etudiant-e-s.org

Notre fédération revendique des mesures concrètes pour améliorer nos conditions matérielles d'études

Pour nos lieux d'enseignements

La réouverture des universités doit être mise en œuvre avec les moyens économiques et humains nécessaires. En premier lieu, le gouvernement doit prioriser notre sécurité sanitaire ainsi que celle de nos enseignant-e-s et du personnel en mettant à disposition du gel et des masques gratuitement. De plus, nos enseignant-e-s doivent être titularisés et l'État doit mettre en œuvre la construction et la réhabilitation des locaux de nos universités. Quant aux droits d'inscription, l'annonce du gel des hausses des frais d'inscriptions est à saluer mais il est nécessaire d'aller plus loin en commençant par le retrait de l'augmentation des frais d'inscriptions pour nos camarades extra-communautaires.

Pour nos logements, notre accès à la santé et nos droits sociaux

Vidal a annoncé le gel des loyers comme nous le revendiquons, ce qui est une avancée notable, cependant ce gel ne concernerait que les logements CROUS. Il est essentiel de l'étendre également aux bailleurs privés ! Cette mesure doit ensuite conduire à la baisse des loyers en résidence étudiante, publique et privée. La trêve hivernale qui protège les plus précaires n'est pas appliquée au sein des résidences CROUS. Nous exigeons qu'elle soit respectée pour tou-te-s. Face à notre précarité, il est vital de lancer un vaste plan de construction et de réhabilitation de logements CROUS. Un plan d'urgence d'envergure doit être mis en place contre la précarité étudiante en commençant par une augmentation immédiate des bourses et des APL. Les loyers des résidences étudiantes publiques et privées doivent être encadrés.
Le repas à 1€ pour tou-te-s, doit être instauré au-delà de la crise sanitaire et sans obligation de passer par IZLY.
Par ailleurs, les consultations médicales et paramédicales doivent être prises en charge à 100% par la sécurité sociale, sans avance nécessaire de notre part, cette prise en charge doit être accompagnée par un plan pour protéger la santé mentale des étudiant·e·s incluant le recrutement de personnels et au minimum un rendez-vous avec un·e psychologue par an.
Frédérique Vidal a annoncé la gratuité des protections hygiéniques à la rentrée prochaine, mais cette mesure doit cependant nous garantir le choix de notre mode de protection pour être efficace. De plus, les protections contre les IST doivent être gratuites et en accès libre.

Le CROUS doit simplifier les démarches d'accès aux aides d'urgence, pour faire face à la précarité il faut élargir les critères d'accès aux bourses et revaloriser ces dernières. Nous exigeons aussi le prolongement des bourses durant l'été.
Il faut mettre fin à la CVEC, cette mesure mise en place après notre rattachement au régime général de la sécurité sociale est un impôt décidé arbitrairement et qui plombe une grande part d'entre nous.

Nous sommes trop nombreux-ses à devoir travailler en parallèle de nos études alors qu'en tant qu'étudiant-e-s nous produisons et développons déjà le savoir universitaire. Par conséquent, nous revendiquons un statut de travailleur-euse en période de formation.

Il est nécessaire d'instaurer un salaire étudiant, supérieur au seuil de pauvreté, nous ne pouvons tolérer qu'un-e étudiant-e vive en-deçà du seuil de pauvreté et soit contraint de se salarier. Le salariat étudiant doit résulter d'un choix et non d'une contrainte. Nos stages doivent être rémunérés à minima à hauteur du SMIC.